



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Les débuts de la Shoah en Galicie orientale (Ukraine) : le cas d'Ivano-Frankivsk

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Août 2022

En Ukraine, la Shoah a commencé dès les premiers jours de l'opération Barbarossa et le déferlement des forces de l'Axe en Union soviétique durant l'été 1941. Des premiers massacres de masse, la mémoire collective a principalement retenu celui de Babi Yar, dans la banlieue de Kiev, où 33 771 Juifs sont exécutés en deux jours à la fin du mois de septembre 1941. Mais la Shoah par balles n'a pas commencé dans la capitale ukrainienne. Des assassinats massifs et coordonnés ont déjà été perpétrés sur l'ensemble du front de l'Est, des pays baltes au sud de l'Ukraine.

En Galicie orientale (ouest de l'Ukraine actuelle), où vivent approximativement 600 000 Juifs en juin 1941, des pogroms éclatent dès les derniers jours de juin 1941. À Lviv¹, ils sont presque immédiatement suivis de rafles et d'assassinats commis par l'*Einsatzgruppe C*, attaché au Groupe d'Armée Sud, sous le commandement du *SS-Brigadeführer* Otto Rasch. Près de 4 000 Juifs perdent la vie durant ces premiers jours de l'été 1941. Ce ne sera que le début d'un long calvaire, sous l'action conjointe des nazis et de miliciens ukrainiens.

Lviv ne sera pas la seule ville martyre de Galicie, loin de là. Nous nous arrêterons ici sur des massacres qui se sont déroulés à une centaine de kilomètres au sud-est de celle-ci, à Ivano-Frankivsk², le deuxième centre urbain de cette région aux confins des influences allemandes, austro-hongroises, polonaises et russes/soviétiques.

L'histoire de la ville est caractéristique du carrefour de cultures et d'influences que fut et qu'est toujours la Galicie. Elle rappelle malheureusement aussi combien la construction d'une mémoire commune en Ukraine reste aujourd'hui un défi considérable. En 1914, la Galicie orientale (région qui comprend les villes d'Ivano-Frankivsk, de Lviv et de Ternopil de l'Ukraine actuelle) était austro-hongroise³. Pendant l'entre-deux-guerres, elle est intégrée à la Pologne ressuscitée après la Première Guerre mondiale. Après le pacte germano-soviétique (1939), elle est annexée par l'Union soviétique et rattachée à la République socialiste soviétique d'Ukraine.

¹ Lwów en polonais, Lemberg en allemand, Lvov en russe. Par souci de clarté, nous utiliserons ici le nom actuel des villes ukrainiennes.

² La ville s'appela successivement Stanisławów (polonaise jusqu'en 1772), Stanislau (autrichienne et austro-hongroise de 1772 à 1918), Stanisławów (polonaise de 1918 à 1939) et Stanislav (soviétique de 1939 à 1941, et après le départ des Allemands en 1944). Elle est rebaptisée Ivano-Frankivsk en 1962 en l'honneur de l'écrivain et militant politique ukrainien Ivan Franko (1856-1916), à l'occasion du 300^e anniversaire de la ville.

³ Ajoutons que la région fut le principal berceau du nationalisme ukrainien. Cela est notamment dû au fait qu'au 19^e siècle, les porteurs de ce nationalisme y ont bénéficié d'une plus grande liberté d'expression que dans les territoires ukrainiens soumis à l'Empire russe.

Le 1^{er} août 1941, un peu plus d'un mois après l'invasion de l'Union soviétique par les troupes de l'Axe, elle est annexée au Gouvernement général sous le nom de « Distrikt Galizien ». Karl Lasch y est nommé gouverneur de district et Friedrich Katzmann en devient le responsable de la SS et de la police.

La région est non seulement en proie à des confrontations militaires, mais également à des violences nationalistes, politiques et racistes. Elle sortira particulièrement meurtrie de la guerre, des occupations successives et de la fureur antisémite.

Lors du déclenchement de Barbarossa, le sud de la Galicie est, dans un premier temps, occupé par l'armée hongroise. Une particularité de cette présence éphémère (un peu moins d'un mois) est que, contrairement au reste de l'ouest ukrainien, la population juive y est globalement épargnée. En effet, les Hongrois cherchent à étouffer dans l'œuf les persécutions antijuives qui éclatent à Ivano-Frankivsk, mais aussi à Kolomyia, Kossiv, Obertyn ou Bolekhiv, au début du mois de juillet⁴. L'attitude des troupes hongroises n'est pas tant l'expression d'une sympathie envers les populations juives que la crainte de devoir gérer des accès de violence qui pourraient se retourner contre elles. En effet, les Hongrois craignent le ressentiment des Ukrainiens à leur rencontre, d'autant plus depuis l'annexion de la Ruthénie subcarpatique par la Hongrie en mars 1939, dans le cadre du démembrement de la Tchécoslovaquie à la suite des accords de Munich. Qui plus est, la Hongrie entame alors l'expulsion des Juifs ne disposant pas de la nationalité hongroise vers ces territoires nouvellement conquis.

Sous le régime antisémite de Miklós Horthy, les Juifs qui possèdent la citoyenneté hongroise sont soumis à diverses restrictions et persécutions, mais échappent jusqu'en 1944 à la déportation vers les territoires du Reich. Il n'en sera pas de même pour ceux qui ont fui l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne ou la Tchécoslovaquie, ou pour ceux de Ruthénie, dont il vient d'être question.

Dès le déclenchement de Barbarossa, le bureau national de contrôle des étrangers hongrois propose un plan d'expulsion des « indésirables ». Après des négociations avec les Allemands, Horthy soumet le 12 juillet 1941 le décret d'expulsion des Juifs « de nationalité douteuse ». Tout Juif ne pouvant attester sa nationalité hongroise, qu'il soit de Budapest, des Carpates ou de Ruthénie, sera remis aux autorités allemandes en Galicie.

Entre le 14 juillet et le 17 août 1941, entre 15 000 et 20 000 Juifs sont déportés vers les territoires nouvellement occupés, principalement à Kamianets-Podilskyï et Ivano-Frankivsk.

Le 26 juillet 1941, les Hongrois cèdent la place aux Allemands qui, avec l'aide de nationalistes ukrainiens, commencent à préparer le massacre des intelligentsias juive et polonaise, sous la direction du SS-*Hauptsturmführer* Hans Krüger, qui avait déjà participé aux massacres de Lviv.

⁴ *Encyclopedia of Jewish Communities in Poland*, Volume II (Eastern Galicia), Yad Vashem, Jerusalem, 1980. Pour Ivano-Frankivsk : p. 359-376.

https://www.jewishgen.org/vizkor/pinkas_poland/pol2_00368.html#part4, consulté le 2 juin 2022.

Près de 40 000 Juifs vivent à Ivano-Frankivsk lorsque la ville passe aux mains des Allemands. Ce nombre comprend ceux qui ont fui l'ouest de la Pologne après septembre 1939, les exilés des Carpates et des habitants des villages voisins qui se sont réfugiés à Ivano-Frankivsk en raison des persécutions des populations ukrainiennes qui se sont déclenchées après le départ des Soviétiques. Ils sont entassés dans des quartiers où les conditions de vie sont épouvantables et empirent de jour en jour.

Les restrictions et obligations auxquelles les Juifs sont soumis dans le Gouvernement général deviennent rapidement effectives dans le District de Galicie : création de conseils juifs, de polices juives, mise au travail forcé, obligation de porter un brassard marqué d'une étoile bleue de David, etc.

Début août 1941, Hans Krüger fait arrêter plus de 500 personnes, membres de l'intelligentsia – surtout juive, mais aussi polonaise – de la ville. Avocats, ingénieurs, médecins, pharmaciens, enseignants, fonctionnaires, rabbins... Elles sont rassemblées, enfermées, battues et finalement emmenées par camions à l'extérieur de la ville, dans la forêt de Czarny⁵ où elles sont assassinées.

Il ne faudra pas attendre longtemps pour monter de plusieurs crans dans l'horreur. Début octobre, la ville va être le théâtre d'un des plus importants massacres de civils commis durant cette période dans la région. Des faits restés dans les mémoires comme « le dimanche sanglant », organisé par Hans Krüger et ses hommes, avec le soutien du 133^e bataillon de réserve de la police et de miliciens ukrainiens. Les habitations juives sont systématiquement vidées et leurs habitants rassemblés et emmenés vers le cimetière juif de la ville où plusieurs fosses ont été creusées. Ils sont contraints de remettre leurs objets de valeur, de se déshabiller, avant d'être mis à mort par des pelotons d'exécution, composés de dix à quinze tireurs munis de fusils et de pistolets. Lorsque la fusillade s'interrompt au crépuscule, entre 10 000 et 12 000 hommes, femmes et enfants ont été assassinés⁶.

En décembre 1941, les Allemands créent un ghetto où les Juifs de la ville encore en vie (approximativement 25 000) sont forcés d'emménager. Il est clôturé par une enceinte en bois le séparant du reste de la ville et n'est accessible que par trois portes, chacune gardée par la *Schutzpolizei* allemande et des miliciens ukrainiens. Les Juifs ne sont autorisés à quitter le ghetto que pour effectuer des travaux forcés dans des ateliers et usines en ville ou dans des fermes aux alentours. Les conditions de vie sont catastrophiques et ne cesseront d'empirer. La faim et les maladies sont endémiques.

Fin mars 1942, les Allemands et leurs auxiliaires ukrainiens encerclent le ghetto et s'engagent dans une rafle brutale et à grande échelle. De nombreuses habitations sont vidées et des foules terrorisées conduites jusqu'à la gare où des wagons sont prêts à partir vers le centre de mise à mort de Belzec. Près de la moitié des habitants du ghetto y sont envoyés pour être assassinés, essentiellement ceux considérés comme inaptes au travail. Ceux qui restent dans le ghetto continuent d'endurer la peur, les privations et les maladies. Le 12 septembre 1942, de nouvelles rafles et déportations ont lieu : de 3 000 à 4 000 Juifs sont à nouveau envoyés à Belzec. La liquidation finale du ghetto a lieu les 22 et 23 février 1943.

⁵ À proximité de l'actuelle localité de Pavlivka.

⁶ Yitzhak Arad, *The Holocaust in the Soviet Union*, University of Nebraska Press and Yad Vashem, Lincoln and Jerusalem, 2009, p. 224-225.

Après la débâcle allemande, seuls 1 500 Juifs originaires d'Ivano-Frankivsk ont survécu⁷.

En 1944, la ville redevient soviétique sous le nom de Stanislav (ou Stanyslaviv). La population juive a été décimée ; les Polonais qui ont survécu sont « rapatriés » de force dans la nouvelle Pologne dont les frontières ont été déplacées vers l'ouest. Rappelons en outre qu'en Ukraine occidentale, les armes ne se taisent pas en 1944-45 ; des confrontations militaires continuent plusieurs années entre les Soviétiques et des groupes de partisans armés issus de l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) et de l'UPA (Armée de libération ukrainienne) dont de nombreux éléments s'étaient compromis avec les nazis. Moscou répondra à ces mouvements insurrectionnels militairement et par une politique de déportation à grande échelle (environ 200 000 personnes déplacées de force entre 1944 et 1952) qui perdurera approximativement jusqu'à la mort de Staline.

De l'été 1941 à l'été 1944, les nazis et leurs alliés assassinèrent environ 11 % de la population de la Galicie ainsi qu'à peu près 100 000 prisonniers de guerre soviétiques. Ces territoires sont aussi le théâtre d'une terrible escalade de violence entre Ukrainiens et Polonais à partir de 1943 – dans des territoires toujours sous domination allemande –, incarnée par les massacres de Polonais en Volhynie (au nord de la Galicie) et ceux d'Ukrainiens en Pologne qui font des dizaines de milliers de victimes.

Conclusion

La Seconde Guerre mondiale est au cœur de conflits mémoriels qui affectent aujourd'hui toute l'Europe de l'Est. Au sein de l'Ukraine contemporaine, il est encore souvent ardu d'aborder une série de faits qui se sont déroulés entre 1941 et 1945 : participation active d'Ukrainiens aux pogroms, collaboration avec l'occupant nazi, y compris dans la perpétration de la Shoah, ou encore l'antisémitisme virulent porté par certaines figures de l'OUN et de l'UPA.

Ces questions mémorielles incontournables et extrêmement sensibles sont devenues au fil du temps, surtout depuis le début des années 2000, des questions éminemment politiques, sur la scène intérieure, mais aussi internationale. En Ukraine – particulièrement dans sa partie occidentale –, on a vu se développer des entreprises de blanchiment et de valorisation des partisans nationalistes ukrainiens dans leur ensemble, parfois sans distinction, en mettant sous le boisseau le passé qui dérange. La réhabilitation ou l'héroïsation de personnalités telles que Stepan Bandera, Roman Shukhevytch ou Iaroslav Stetsko au sein de la société ukrainienne font naître d'insupportables questions historico-politiques.

Cela n'a cependant pas empêché, en parallèle, un véritable travail historique, sur base d'archives qui ont été ouvertes dans les années 1990, et qui a permis de mettre en lumière de nouveaux aspects de cette période, y compris les moins avouables. Il y a depuis quelques années une évolution vers une histoire plus complexe qui n'est pas réduite à l'héroïsation des mouvements partisans⁸, même si l'histoire de la Shoah en Galicie reste largement peu connue et peu commémorée.

⁷ <http://www.yahadmap.org/#village/ivano-frankivsk-stanis-awow-stanislav-ivano-frankivsk-ukraine.99>, consulté le 25 juillet 2022.

⁸ cf. à ce sujet l'interview de l'historien et démographe Alain Blum (Ined/Ehess, CERCEC), disponible sur https://soundcloud.com/user-897145586/sets/ukraine-russie-les-spectres-de?utm_source=twitter&utm_medium=post&utm_campaign=social_sharing, consultée le 20 juillet 2022.

Dans le même temps, le pouvoir russe a perversement utilisé ce passé et les dévoiements de celui-ci pour en faire des armes de propagande d'une extrême violence, à travers d'indignes accusations de responsabilité collective. Des accusations qui ont pris corps, entre autres, dans le terme de « dénazification » utilisé pour justifier l'invasion du pays en février dernier.

Il est impossible de prévoir aujourd'hui les conséquences de la guerre actuelle. Elles seront terribles, à tout point de vue. Nul doute qu'elles influenceront également la manière d'écrire l'histoire, y compris celle du 20^e siècle.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.